

I) Des espaces publics appropriés différemment par les hommes et les femmes ?

Document 1 Éléments de réflexion pour une géographie sociale du genre : le cas des femmes dans la ville par Guy Di Méo / UMR 5185 ADES – CNRS – Université de Bordeaux

Les représentations et les pratiques de l'espace urbain des femmes obéissent aussi à la combinaison d'effets de distance (*versus* proximité) et de centralité (polarités et attraction exercées par certains lieux dans l'espace urbain). Ces logiques justifient des interdits spatiaux (ou tout au moins de solides réserves) à l'égard de l'éloigné et du périphérique, du marginal ; interdits (ou réserves) que s'imposent elles-mêmes les femmes. Tout se passe comme si elles associaient le beau, le propre, le rassurant, le proche, l'accessible, l'efficace ; tout ce qui est central et regroupé dans un territoire limité, riche des ressources qu'elles convoitent. C'est sur la base de ce jeu de valeurs que les femmes de notre enquête sélectionnent les espaces de leur ville pratiquée et vécue. Dès lors, les murs invisibles qu'elles dressent paraissent les canaliser dans des aires (centralité et agrégation des services) où elles effectuent (en grande partie gratuitement) leurs tâches avec une efficacité maximale. Comme s'il s'agissait de rentabiliser au mieux, contre toute attente, le don de leur temps et d'elles-mêmes. Autre point me semble-t-il important, les espaces que les femmes rejettent et refusent s'inscrivent dans les aires urbaines où fléchit le contrôle social, idéologique et politique imposé par le genre, celui de la domination soi-disant protectrice. Celle-ci, paradoxalement, a besoin du justificatif de ces espaces « dangereux » pour faire démonstration de l'utilité sociale de son pouvoir. Ce sont en tout cas des espaces où, derrière l'alibi évoqué du sale, du laid et du sombre, pointent en fait des lieux et des territoires à forte connotation sexuelle. Qu'il s'agisse de son affichage criard, autour de la Gare et de ses « quartiers de plaisirs » ; qu'il soit question de sa présence plus sournoise, plus invisible, mais redoutée comme une sourde menace, dans les zones isolées, d'accès malaisé et confus où l'inconnu, le marginal, l'étranger peut toujours se tapir (Mériadeck par exemple, à Bordeaux). Qu'il s'agisse, au contraire, d'endroits où le sexe est simplement suggéré, de façon plus discrète, à travers le prisme du corps de ces hommes jeunes, provocateurs et réputés dangereux des cités du nord de la ville ou du vieux quartier Saint-Michel. Dans ces territoires bornés par des murs invisibles pour une majorité de femmes, la sexualité masculine triviale de l'espace, le fait surtout qu'elle risque d'échapper au contrôle social, devient facteur d'angoisse.

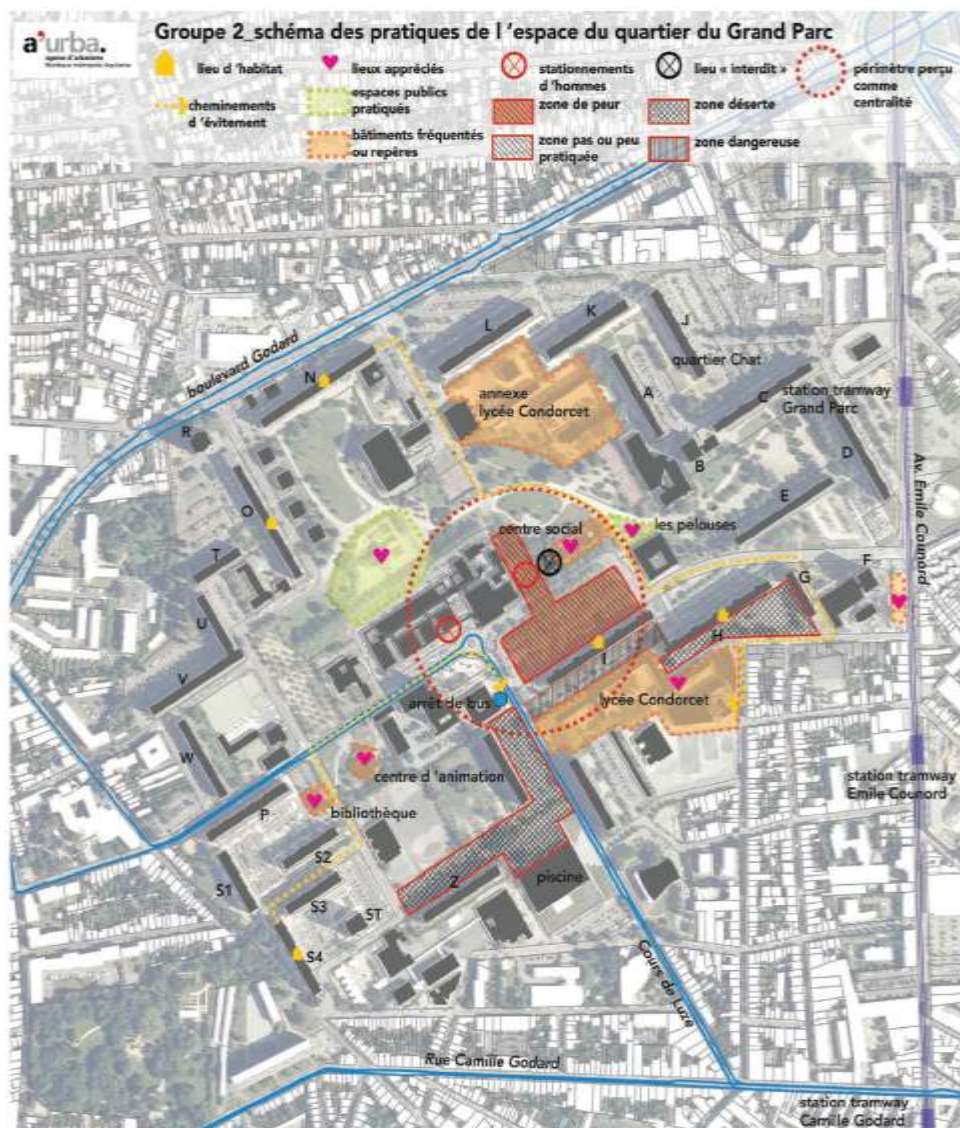
On peut aussi se demander si cette distinction de lieux positifs et négatifs ne traduit pas l'empreinte que dépose sur la ville (ce que j'appellerai) le pouvoir de la domination familiale et ménagère. Terme que je préfère à celui de domination strictement masculine qui me paraît trop réducteur quand on mesure l'importance de la contribution apportée par les femmes à leur propre domination. Le pouvoir de ces normes que subissent les femmes résulterait donc, en partie, d'une nécessité consentie, voire recherchée. Elle proviendrait de leur soumission aux besoins, aux exigences de soins et d'amour de leur entourage qu'elles valoriseraient à outrance. Cette obligation, cette astreinte, mais aussi cette fierté du devoir gratifiant accompli, elles l'incorporeraient comme une chose naturelle, comme un objectif humain et social de portée universelle qui, par conséquent, les dépasse. Peut-on d'ailleurs encore parler de soumission, dans ces conditions ? Quoi qu'il en soit, cette situation des femmes reflète bien leur contrôle, dans la ville, par un ordre politique, économique et géographique implicite qui, d'une certaine façon, les contraint, mais aussi qu'elles cautionnent et consolident. Ordre qui les canalise dans les espaces et les réseaux, sur les circuits urbains les plus efficaces et les plus sûrs, ramenés bien entendu à leur rang social... Mais un rang social dont le contexte urbain tend à atténuer la portée ; en termes tout au moins d'accès aux ressources que recèlent les espaces publics et assimilés.

Ainsi les femmes sont sous le contrôle d'un ordre/pouvoir social dicté par les valeurs sociales, familiales et culturelles, que relaient le pouvoir politique, l'urbanisme, les transports publics, l'appareil commercial et de services, l'organisation/localisation des lieux de travail, de loisirs, etc. Cet ordre vise à tirer le maximum de valeur (ou plutôt de plus-value au sens marxiste) du travail des femmes, rémunéré ou non. Une telle organisation qui rappelle, à plus d'un égard, le modèle (idéel et métaphorique plus que matériel) du panoptique de Bentham (Foucault, 1975), garantit également le repos, le loisir, le divertissement des femmes, leur consommation de biens et de services en proportion de leurs moyens.

Ainsi, l'accent que mettent les femmes, dans leurs déclarations à propos de la ville idéale, sur le beau, le propre, l'aéré, le clair, etc., leur évite finalement d'aborder le thème de la sécurité (à l'intérieur plus encore qu'à l'extérieur de leur domicile ?). C'est que ce dernier dévoilerait l'exposition à la violence et aux agressions que leur inflige la société des familles et des ménages à laquelle, pourtant, elles se consacrent totalement. Même si elles n'en parlent pas d'emblée, cette crainte pour leur sécurité personnelle perce toujours dans leur propos. Elles l'évoquent, parfois en s'en défendant, en se dévalorisant même (« je suis – peut-être – peureuse », « froussarde ») au détour d'une confidence.

En étudiant les Bordelaises (57 d'entre elles tout au moins), j'ai pu vérifier deux hypothèses majeures. D'une part, le genre s'avère un facteur explicatif important du rapport spatial (des femmes en l'occurrence) à la ville, même s'il n'explique pas toutes les formes de spatialités. D'autre part, les femmes construisent et se représentent, à Bordeaux, des territoires (plus que des lieux ?) urbains spécifiques que des hommes, bien entendu, sont également susceptibles de bâtir avec elles. Peut-être plus que des territoires, d'ailleurs, les femmes, en fonction de leur capacité personnelle d'autonomie, vivent des territorialités très diversifiées. Ces dernières font territoire dans la mesure où elles se rejoignent parfois pour dessiner des espaces de très forte référence collective

Document 2 Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine, Pratiques de l'espace public - *Les femmes dans le quartier du Grand Parc*, 2013. <http://www.aurba.org/Etudes/Themes/Populations-et-modes-de-vie/Pratiques-de-l-espace-public-Les-femmes-dans-le-quartier-du-Grand-Parc>



Légende

Les pratiques spatiales des lycéennes du groupe 2 montrent une recherche de centralité sur le quartier, contrariée par la forte présence masculine postée derrière le Simply, d'où leur appropriation d'un lieu symétrique d'observation, les Pelouses. Leurs cheminements d'évitement consistent à contourner les arrières du centre commercial où stationnent les garçons mais aussi à aller au plus efficace sans devoir traverser les parkings (le long du G pour aller au lycée par exemple). Elles évitent ainsi certains cônes de vue, optent pour des façades rassurantes (sans saillies ni renforcement) et apprécient les repères visibles dans l'espace (immeuble arc en ciel). Mais elles n'ont pas d'autres choix que d'intégrer ces bandes de garçons dans leur paysage, la plupart étant des connaissances voire des parents et, ces derniers garantissant leur sécurité en retour. La clé du quartier reste la station de tramway par laquelle elles s'échappent vers la ville, où se déroule la « vraie vie », les études, le travail, où elles placent tout leur avenir.

Document 3 = Comment rendre la ville aux femmes ? Marion Rousset Publié le 19/06/2014. Source, Télérama

Bordeaux. Son quartier branché agrémenté de façades typiques et de petits bistros, avec un skatepark le long de la Garonne pour les amateurs de glisse. Quelques rues plus loin, des grands ensembles et un

Citystade pour les footeux, logé au milieu des barres. Deux équipements sportifs prisés par les collectivités, accaparés par des nuées de garçons : la mèche romantique ou le cheveu ras, ils sautent, roulent, dribblent et shootent... Imaginez un instant un autre tableau : transformée en fief de filles à ciel ouvert, une immense piste de danse. Impensable ? « *On n'a pas d'équipements équivalents pour les jeunes filles à ceux que la puissance publique construit pour les garçons* », constate la sociologue Edith Maruéjols, qui vient de terminer une thèse sur l'usage féminin de la ville. Et le mal est profond : comme le montrent plusieurs études menées à Paris, Toulouse, Bordeaux et Montpellier entre 2010 et 2013, l'espace urbain est fait par les hommes et pour les hommes.

Ne pas donner l'impression d'avoir peur

« *Les skateparks et les Citystades instituent, dans l'indifférence générale, la présence des mâles dans la rue*, affirme Yves Raibaud, chercheur au CNRS et spécialiste de la géographie du genre. *Ces lieux s'inscrivent dans la continuité d'autres espaces où ils sont aussi dominants, comme les terrasses de cafés et les terrains de pétanque.* » Où sont les femmes ? En apparence partout, dans la rue et les boutiques, les parcs et les bus. En fait, nulle part. Elles ne s'arrêtent pas, flânent peu, évitent certains quartiers. Surtout la nuit. Quand l'ombre des arbres se fait menaçante, elles prennent soin d'adapter leur cadence au risque ressenti, ne marchant ni trop vite (pour ne pas donner l'impression d'avoir peur), ni trop lentement (pour ne pas laisser croire qu'elles espèrent une rencontre). Toujours en mouvement. « *Les femmes immobiles dans la ville, ce sont symboliquement les prostituées* », souligne Edith Maruéjols.

“Les femmes n'ont pas l'insouciance des hommes.” Marie-Christine Bernard-Hohm, ethno-urbaniste

Rares sont les lieux extérieurs où elles s'attardent — même en groupe. Lorsque des acteurs bordelais installent une ludothèque — structure habituellement fréquentée par les mères et leurs enfants — en plein air, ce sont les pères qui l'investissent ! Autres repaires masculins : les bistrotts, où l'on se retrouve vite fait avant le travail ou à l'heure de l'apéro, pour trinquer devant un écran de télévision... qui boude les sports féminins. Depuis plus de deux ans, le collectif Place aux femmes investit les bars d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) afin de « *militer pour la mixité dans les cafés* ». Même errer au gré de ses envies reste encore trop souvent un privilège masculin : en règle générale, les passantes se déplacent d'un point à un autre, du cabinet du médecin à leur domicile, de leur lieu de travail à la crèche, du cinéma à la bouche de métro. « *Elles n'ont pas l'insouciance des hommes* », assure l'ethno-urbaniste Marie-Christine Bernard-Hohm. Elles ont même développé une vision utilitariste de l'agglomération, comme il ressort d'une étude que la chercheuse a dirigée en 2010 pour la communauté urbaine de Bordeaux (CUB) : « *Au départ, leur discours était très positif. Je les ai fait jouer, dessiner des cartes mentales, et ce n'est que dans la dernière demi-heure qu'elles ont exprimé leurs angoisses. Les femmes mettent en place un système complexe pour lier toutes leurs activités entre elles.* »

II) La vulnérabilité des femmes dans l'espace public

Document 4 = Le harcèlement sexuel, la onzième plaie d'Egypte

LE MONDE CULTURE ET IDEES | 25.04.2013 à 16h30 • Mis à jour le 30.04.2013 à 15h01 | Par Robert Solé

Pharmacienne et romancière, Ghada Abdel Aal habite à Mahalla Al-Qobra, ville industrielle du delta égyptien. Pour se rendre au Caire, elle emprunte l'un des innombrables minibus qui sillonnent l'Egypte. *"J'achète toujours deux places, pour être sûre de ne pas être harcelée par un voisin"*, dit cette femme de 35 ans. Auteure d'un roman savoureux (*La Ronde des prétendants*, Editions de l'Aube, 2012), Ghada Abdel Aal n'a pourtant rien d'une allumeuse. Elle porte le hijab, qui s'est quasiment généralisé dans son

entourage, sans chercher à le "compenser" - comme tant d'autres - par un pantalon moult ou un maquillage outrancier. *"Le harcèlement sexuel, je l'ai intégré depuis l'enfance, précise-t-elle. Dès l'âge de 10 ou 11 ans, quand j'apercevais un groupe de garçons ou que je devais passer devant un café, je changeais spontanément de trottoir."*

Le harcèlement peut être qualifié de onzième plaie d'Egypte. En effet, la situation prend une tournure inquiétante : les institutions sont discréditées, la police est absente, l'insécurité augmente, les agressions contre les chrétiens se multiplient, alors que la hausse du chômage, la hausse des prix et la pénurie de gaz ou d'essence provoquent des drames.

HARCELEURS EN UNIFORME

Toutes les compatriotes de Ghada Abdel Aal ont été victimes du *taharosh* ("harcèlement sexuel"). *"C'est l'une des raisons pour lesquelles je me suis provisoirement exilée, affirme Dalia Hassan, qui organise des festivals culturels en France. A Alexandrie, un trajet quotidien à pied de vingt minutes pour aller à mon travail était devenu un enfer."* Riche ou pauvre, aucune Egyptienne n'échappe aux agressions verbales ou aux gestes déplacés. Rien ne retient les harceleurs : ni l'âge, ni la bague au doigt, ni le voile. Un adolescent pris sur le fait à Alexandrie et questionné sur son attitude a répondu de façon significative : *"Si je ne poursuivais pas les femmes, mes copains me prendraient pour un homosexuel."* Et Dieu sait si l'homosexualité reste infamante en Egypte...

Demander assistance à un policier ? Ces femmes ont appris, très jeunes, à se méfier des agents de l'ordre, qui ne sont parfois que des harceleurs en uniforme. Appeler à l'aide ? Si l'on veut être entendue, mieux vaut dire qu'on s'est fait voler son sac... *"J'ai appris à ne compter que sur moi-même, confie Shahinaz Abdel Salam, une informaticienne de 35 ans. Ces dernières années, au Caire, j'avais toujours des pierres dans mon sac."* On dirait que les femmes n'ont pas leur place dans l'espace public. Beaucoup de chemin avait pourtant été parcouru en Egypte depuis qu'une pionnière, Hoda Charaoui, de retour d'un congrès féministe en Europe, en 1923, s'était spectaculairement dévoilée en public. Un scandale toléré à l'époque parce que la classe dirigeante était tournée vers l'Europe et soucieuse de lui ressembler. Dans les années 1950 et 1960, sous Nasser, l'occidentalisation des mœurs s'est poursuivie, malgré la lutte contre l'impérialisme : les femmes ont obtenu le droit de vote, accédé plus largement à l'instruction et à des emplois. Leur statut personnel s'est encore amélioré au temps de Sadate, avec les lois "Jihane" (du nom de l'épouse de Sadate) qui ont réduit les inégalités dans le couple.

VAGUE DE "RÉISLAMISATION"

Mais certaines de ces avancées ont été remises en cause par la vague de conservatisme et de "réislamisation" des décennies suivantes. Le statut des femmes a alors évolué en dents de scie. Quoiqu'illégale depuis 2008, l'excision est encore massivement pratiquée, avec la complicité de nombreux médecins, dans le but de réduire le plaisir féminin. Vieille coutume nilotique, cette mutilation n'est pas requise par l'islam, mais un machisme forcené a réussi à la transformer en précepte islamique !

Le *taharosh* a pris une autre dimension avec des agressions collectives différentes des "tournantes" en France : il ne s'agit pas de quelques violeurs qui, à tour de rôle, abusent de leur victime, mais de dizaines, voire de centaines d'hommes, qui se jettent sur une ou plusieurs femmes, souvent lors d'une manifestation, pour arracher leurs vêtements, les toucher, les pénétrer avec leurs doigts, les battre ou les blesser. Plusieurs agressions de ce genre avaient été signalées ces dernières années lors de fêtes religieuses. En 2006, des jeunes femmes avaient été attaquées par une meute d'inconnus, en plein centre du Caire, sans que la police n'intervienne.

La première explication qui vient à l'esprit est la frustration sexuelle, entretenue par une consommation effrénée d'images pornographiques. Le chômage et la difficulté de se loger retardent l'âge du mariage, alors que les relations hors alliance sont prohibées. Mais cette explication est insuffisante, car, dans les formes de *taharosh*, on a affaire à des agresseurs de tous âges et de tous milieux sociaux, parfois mariés à deux ou trois femmes.

FRUSTRATIONS D'UN AUTRE GENRE

Ce sont des frustrations d'un autre genre qui s'expriment - ou s'ajoutent - quand des groupes venus de quartiers défavorisés investissent le centre-ville et se jettent comme des loups sur des passantes. *"Ces hommes n'ont rien, remarque Ayyam Wassef, militante associative. Ils ont été eux-mêmes humiliés, lors de leur service militaire ou après une arrestation. Dès qu'ils peuvent trouver une petite revanche, ils passent à l'acte, se jettent sur une femme, la déshabillent et observent sa peur, la photographient avec leur téléphone. L'appareil photo en guise de pénis..."*

Le harcèlement s'explique aussi par la transformation progressive de la société depuis le milieu des années 1970. A cette époque, les Egyptiens, peuple sédentaire par excellence, ont été encouragés à chercher du travail à l'étranger. Beaucoup de gens modestes sont partis dans des pays du Golfe, pour revenir ensuite avec des épouses voilées, de l'argent plein les poches et des idées wahhabites.

BUTIN SEXUEL

Ces nouveaux riches ont eu une influence d'autant plus grande sur la société qu'ils étaient relayés par le militantisme islamique dans les quartiers. L'Etat, en pleine libéralisation économique, s'est désengagé de certains secteurs comme la santé, permettant à des groupes fondamentalistes de prendre la relève, avec d'importants soutiens financiers venant d'Arabie saoudite ou du Qatar. Le régime Mubarak a lui-même contribué à renforcer leur influence, en donnant des facilités aux salafistes - sur l'accès aux ondes, par exemple - pour contrer les Frères musulmans.

La référence islamique a pris une place démesurée dans l'espace public ; c'est à travers elle désormais que s'évalue la respectabilité des institutions et des personnes. Comme le souligne le sociologue Jean-Noël Ferrié, auteur de *L'Egypte entre démocratie et islamisme* (Autrement, 2008), tout le monde voulant paraître respectable, chacun affecte de suivre les règles islamiques et s'indigne de ceux qui ne le font pas. Logiquement, cette "réislamisation" de la société aurait dû conduire à un plus grand respect des femmes, mais c'est le contraire qui se produit. Dans ses *Chroniques de la révolution égyptienne* (Actes Sud, 2011), l'écrivain Alaa El-Aswany explique : *"Les wahhabites ne voient en la femme qu'un réceptacle sexuel, un instrument de tentation ou un moyen d'avoir des enfants. Ce qui les préoccupe le plus, c'est de recouvrir le corps de la femme et de l'isoler autant que possible de la fréquentation de la société, pour repousser le mal qui peut venir de sa séduction."* La femme qui est perçue uniquement comme un corps, source de tentation, devient ainsi un butin sexuel.

LA LOI DU SILENCE

La victime d'un viol n'est guère encouragée à déposer plainte. Policiers et magistrats ont tendance à l'en dissuader, quand ce n'est pas la famille de l'agresseur qui la menace de représailles. Elle est souvent sommée par ses proches de ne rien dire. Il ne faut pas que la honte retombe sur la famille. Car, quand une femme est "souillée", c'est l'homme - le mari, le père ou le frère - qui est atteint dans son honneur !

Le *taharosh*, longtemps nié, est devenu un débat national grâce à une femme courageuse de 27 ans, Noha Rochdi. Agressée en 2008 par un chauffeur de minibus, elle a osé porter l'affaire devant les tribunaux.

Malgré les quolibets et les rumeurs ignobles propagées sur son compte, elle a réussi à faire condamner l'agresseur à trois ans de prison.

AU MILIEU DE LA LIESSE POPULAIRE

Le cinéaste Mohamed Diab, qui assistait au procès, a décidé d'en tirer un film. *Les Femmes du bus 678*, sorti en 2011, met en scène trois jeunes habitantes du Caire, appartenant à des mondes différents, victimes d'agressions sexuelles. Elles décident de punir physiquement les agresseurs... Si le film ne fait pas toujours dans la dentelle, il a battu des records d'entrées et a sensibilisé les Egyptiens au fléau du harcèlement. Mohamed Diab a gagné les procès qui lui ont été intentés pour avoir prétendument sali l'image du pays.

Les Femmes du bus 678 est sorti juste avant le soulèvement populaire de janvier et février 2011 qui, en dix-huit jours, a chassé Hosni Moubarak du pouvoir. Un remarquable civisme régnait alors place Tahrir. Pas un seul cas de harcèlement n'a été signalé, alors que des manifestantes y dormaient. Malheureusement, le dix-huitième jour, au milieu de la liesse populaire, une envoyée spéciale de la chaîne américaine CBS, Lora Logan, a été sauvagement agressée par plus de 200 hommes. Au cours des mois suivants, deux journalistes françaises, Carole Sinz, de France 3, et Sonia Dridi, de France 24, attaquées de la même façon, ont été secourues à grand-peine.

CALVAIRE

Mais la plupart des victimes sont égyptiennes. Une jeune manifestante, Yasmine Al-Baramaoui, a subi un calvaire en novembre 2012. Elle a tenu à le raconter à la télévision, alors qu'on lui avait demandé de se taire *"pour ne pas ternir l'image de la révolution"*. Elle a répliqué avec colère : *"Nous avons fait la révolution au nom de notre dignité, et vous voulez que je me taise !"* Yasmine se trouvait ce jour-là sur la place Tahrir avec d'autres militantes. *"Au début, a-t-elle précisé, ils étaient une dizaine, ils formaient un petit cercle autour de nous. Puis d'autres cercles se sont ajoutés. Nous avons été séparées les unes des autres. J'ai été battue, jetée à terre, violée avec leurs mains, blessée avec des couteaux. Des personnes ont essayé de me venir en aide, elles n'ont rien pu faire..."* Montrant aux téléspectateurs ses habits déchirés, elle a ajouté : *"Je ne suis allée ni dans un commissariat ni dans un hôpital, je ne leur fais pas confiance. Mais je vais déposer plainte contre le président de la République, le premier ministre et le ministre de l'intérieur."*

Tout indique qu'il s'agit d'actes prémédités, organisés. Ainsi, en un jour, lors du deuxième anniversaire de la révolution, le 25 janvier, on a enregistré une vingtaine d'agressions de ce genre. *"Ils ne cherchaient pas à se donner du plaisir, ils voulaient me faire mal"*, a dénoncé Yasmine. *"Ces hommes n'emploient ni les mots ni les gestes habituels des violeurs, ils ne sont même pas excités sexuellement"*, remarque Hanna Youssef, ingénieure.

Déposer plainte n'est pas facile, même quand l'agression a été en partie filmée par des témoins. Car, dans la mêlée, on a du mal à distinguer les agresseurs des secours. De faux chevaliers blancs en profitent pour attirer une autre victime potentielle dans un piège et se jeter sur elle. Désormais, lorsque des groupes de femmes manifestent, elles sont accompagnées d'une escouade d'hommes pour les défendre, comme les Tahrir Bodyguard. Mais il arrive que ces volontaires soient agressés par des assaillants plus nombreux. Dans la bagarre, on ne sait plus qui est qui.

UN TERME SOURCE DE CONFUSION

Le terme *taharosh* est source de confusion, car il désigne toute une gamme de comportements, allant de la drague - célébrée par le film ou la chanson - jusqu'aux viols collectifs. La multiplication de ceux-ci depuis

deux ans tient en partie à la crise des institutions. L'Etat donne l'impression de s'effondrer, en tout cas de ne plus rien contrôler. La police est en pleine débâcle, et nombre de délinquants, parfois évadés de prison, ont le champ libre, utilisant des armes à feu venues de Libye. On avait tablé sur l'armée pour assurer l'ordre. Mais celle-ci a démontré son incompétence ou sa brutalité. Les révolutionnaires ne lui pardonnent pas les stupéfiants "tests de virginité" qu'elle a infligés à des manifestantes arrêtées le 9 mars 2011, lors de la Journée de la femme.

"Le harcèlement est un rapport de pouvoir, une manière de signifier que la rue appartient aux hommes", affirme Evine Naga, une militante féministe qui a créé en Egypte une société développant... les énergies nouvelles. Elle ne fait pas de différence entre les "commandos" actuels et les *baltagueyas* ("mercenaires et voyous") qui, du temps de Moubarak, voulaient terroriser des manifestantes de la même façon, le 25 mai 2005, devant le siège du syndicat des journalistes, au Caire. Elle dénonce *"un pouvoir islamiste, obscurantiste, qui, sous prétexte de charia et de traditions, veut emmurer les femmes et anéantir la révolution"*.

"ESPACES MASCULINS"

Il faut dire que les Frères musulmans, qui gouvernent le pays, ont réagi à ces violences de manière lamentable : soit en promettant de vagues mesures qui n'ont pas reçu l'ombre d'une application ; soit en rendant les victimes responsables de ce qui leur arrivait. Les femmes qui vont manifester place Tahrir savent pertinemment qu'elles se trouvent au milieu de voyous, ont dit en substance des membres de la commission sénatoriale... des droits de l'homme. Elles portent des tenues *"indécentes"* ou se trouvent dans des *"espaces masculins"*. On a entendu des propos ahurissants à la télévision. Un prédicateur fondamentaliste, le cheikh Abou Islam, a dit sur la chaîne privée Al-Oum : *"Celles qui vont place Tahrir sont des femmes nues, non voilées, des veuves et des croisées qui ne cherchent qu'à se faire violer."*

On n'a plus seulement une société à deux vitesses, avec des inégalités croissantes, mais deux Egypte. L'une se caractérise par le repli identitaire, alors que le pays n'a jamais été aussi ouvert sur le monde extérieur grâce aux chaînes satellitaires et à Internet ; l'autre, par une volonté farouche de se libérer d'une double oppression, politique et religieuse. Le statut de la femme est au coeur de ce conflit. Depuis plusieurs années, des blogueuses qui n'ont pas froid aux yeux se sont fait un nom sur la Toile. Shahinaz Abdel Salam, l'une des plus connues, se souvient qu'elles n'étaient qu'une vingtaine à manifester en avril 2009, dans le quartier populaire du Moqattam, au Caire, après une agression. Aujourd'hui, malgré les tentatives d'intimidation, c'est par centaines que les femmes, voilées ou non, descendent dans la rue pour dénoncer le "harcèlement sexuel". Un terme vague et bien faible pour désigner les violences qui leur sont faites, y compris à la maison.

"Les Egyptiennes sont harcelées de tous côtés : physiquement, psychologiquement, socialement, économiquement, affirme l'essayiste Ghada Al-Wakil. *L'Egypte s'est couverte de voiles. Dans ma jeunesse, nous étions en maillot de bain sur les plages. D'où sortent tous ces voiles ? C'est une culture du désert, qui n'est pas la nôtre. J'ai porté le foulard trois mois, je voulais faire l'expérience. Je me suis sentie déguisée. Plus jamais ! J'ai passé des nuits sur la place Tahrir. Je n'ai pas de leçon à recevoir de ces prêcheurs barbus, je suis musulmane et vaccinée. Nous avons vaincu la peur. Ils n'ont pas fini de nous entendre."*

- Robert Solé

"LES FEMMES DU BUS 678" film égyptien de Mohamed Diab. Avec Nelly Karim, Maged El-Kedwany et Bassem Samra (1 h 40). 1 DVD Pyramide Vidé.

SUR LE WEB

"THE STATUS OF EGYPTIAN WOMEN IN 2012" ("LE STATUT DES FEMMES ÉGYPTIENNES EN 2012")

Le rapport, en anglais, de l'ONG Centre égyptien pour les droits des femmes : www.ecwronline.org

III) La place des femmes dans l'espace public, nouveau critère d'aménagement ?

Document 5 = Mieux accueillir les femmes dans l'espace public : le casse-tête des urbanistes et des chercheurs

Des événements récents dans certains quartiers de Paris et de sa banlieue ont mis en lumière un problème étudié depuis déjà des années, non sans difficultés. LE MONDE | 26.06.2017

Des skateparks réservés aux filles

Les squares, « généralement aménagés pour les petits garçons » d'après Didier Ostré, sont aussi au centre de l'intérêt de la municipalité ; dès la rentrée, les services de la Ville ont prévu d'aller dans les écoles demander aux enfants quels équipements ils aimeraient pour jouer. Dans son rapport 2014, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes consacrait déjà une partie à ces espaces où se croisent les mères de famille, les grands-mères et les nourrices. Pour les rendre plus égalitaires, les auteurs proposaient d'y installer en été des « cafés mobiles » avec terrasses, tout en soulevant la complexité d'une telle idée :

« La convivialité du café et le cadre apaisant de la végétation favoriseraient-ils une mixité agréable pour les femmes et les hommes sur des bases plus égalitaires ? Ou au contraire, la fréquentation des squares potentiellement plus forte des hommes viendrait-elle retirer aux femmes un des seuls "refuges" où elles peuvent stationner, et entraîner de ce fait une baisse de leur fréquentation ? »

Dans d'autres villes, chercheurs et professionnels s'intéressent plus particulièrement aux équipements sportifs, et notamment aux skateparks et city-stades, occupés majoritairement par des garçons. Pour augmenter la fréquentation des filles, certaines associations organisent des animations ponctuelles exclusivement féminines. En Suède, la ville de Malmö a, elle, décidé de réserver ses skateparks un jour par semaine aux filles.

Faut-il, alors, passer par la non-mixité pour obtenir davantage de mixité ? Oui, « quand la situation de domination est telle qu'il n'y a pas d'autre solution », répond Yves Raibaud, géographe et auteur de *La ville faite par et pour les hommes* (Ed. Belin). « Avec deux jours par semaine, le niveau de pratique devient tel que les filles finissent par se mélanger aux garçons », fait-il valoir. En enquêtant à Bordeaux (Gironde) et à Genève, en Suisse, le chercheur a constaté que les « femmes sont favorables à la mixité » dans le sport, contrairement aux hommes, qui « n'en ont pas envie ». Car selon eux, dit-il, les filles « se traînent » et « n'ont pas l'esprit de compétition ».

Pour Gérard Baslé, consultant en urbanisme sportif depuis trente ans, « il faut imaginer des espaces qui ne soient pas totalement calés sur des sports à domination masculine ». « Des espaces plus neutres, avec une appropriation plus douce, plus spontanée, comme des murs à rebond, des amphithéâtres. »

Si les municipalités sont désormais « conscientes du problème » — « ce n'était pas le cas il y a dix ans » —, « elles ne savent pas quoi faire » et rechignent parfois à créer des équipements plus « ouverts », regrette-t-il : « Les fabricants savent davantage réfléchir à des appareils pour personnes âgées qu'à des équipements destinés à un public de jeunes filles. »

Le genre, « un caillou dans la chaussure »

A Paris, la municipalité a passé une étape importante et symbolique en inscrivant, en 2015, le critère du « genre » dans l'appel d'offres concernant le réaménagement de sept places emblématiques. L'association Genre et ville travaille sur le projet du Panthéon et de la Madeleine. Mais après plusieurs mois de discussions intenses avec les équipes d'urbanistes et d'architectes, sa fondatrice, Chris Blache, dresse un constat amer :

« Le critère du genre reste un caillou dans la chaussure. Parce qu'on arrive par le biais du féminisme, du genre, on n'est pas légitimes. Les collectifs nous ont proposé de nous jeter trois cacahuètes, car pour eux c'est une question qui n'a pas de raison d'être. En fait, ils ne comprennent pas, ils ne voient pas le sujet. Pour nous, féministes, c'est très frustrant. »

Marc Serieis, fondateur du bureau d'études Albert & Co, impliqué dans le projet du Panthéon et de la Madeleine, avoue « à titre personnel » ne pas avoir « compris tout de suite l'enjeu de la question ». « Pour nous, une idée se traduit par un ouvrage construit. Et j'ai du mal à faire le lien entre la place des femmes et l'espace public », reconnaît-il.

Chercheurs et professionnels sont d'ailleurs unanimes : s'il y a une prise de conscience incontestable de la part d'élus, on peine encore à passer au stade de l'action. « Il n'y a pas de changements brutaux dans l'aménagement des villes », note ainsi Emmanuelle Faure, coauteure de *La Ville : quel genre ?* (Ed. Le Temps des cerises) et membre de l'association Les Urbain.e.s. Les raisons seraient multiples :

« Les politiques publiques sont un reflet de notre société, la question de l'égalité de genre est absente dans les cursus [d'urbanisme et d'architecture], le féminisme est encore un gros mot dans la sphère publique et l'aménagement. Il faut aussi avoir des données chiffrées et qu'on y ait accès pour démontrer dans les faits ces inégalités. »

Impasses, recoins et rénovation urbaine

D'autant qu'il s'agit d'une question compliquée qui requiert de la subtilité. « Il faut complexifier la lecture qui est souvent trop frontale, très caricaturale, regrette ainsi Chris Blache. C'est pourquoi il faut vraiment travailler sur l'intersectionnalité. » Il faut aussi partir des usages, autrement dit, observer la manière dont les femmes se comportent dans l'espace public, où elles aiment flâner, dans quelle position, pour trouver l'inspiration et dénicher de bonnes idées.

Par exemple, « à la Villette, il y a des terrasses où les groupes de filles aiment se poser car elles voient à la fois qui arrive et, en même temps, elles sont en retrait ce qui leur permet de rester entre elles », a remarqué Jean-Christophe Choblet, scénographe, chargé de la mission Pavex (préfiguration, aménagement, valorisation et expérimentation de l'espace public) lancée par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Même constat avec les reflets des vitres de la Bibliothèque nationale de France, prisées de groupes de jeunes filles qui viennent répéter des pas de danse.

A vouloir trop sécuriser les espaces, les responsables de l'aménagement font parfois fuir les femmes. C'est ce qui s'est passé après la rénovation de la zone des Quatre-Chemins, côté Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Avant, les jeunes filles profitaient des recoins pour embrasser un petit ami ou fumer une cigarette à l'abri des regards. Mais avec les travaux, ces zones ont disparu et les jeunes filles avec.

« Éviter des espaces qui comprennent des impasses, des détournements », « étudier l'éclairage », miser sur la vidéosurveillance sont d'ailleurs les quelques pistes imaginées par Didier Ostré, à Bagnolet, pour

réaménager — tout en prenant en compte le critère du genre — dix hectares de friche industrielle situés le long du périphérique.

La municipalité s'interroge aussi sur le devenir de son marché à la ferraille. Les femmes se plaignent régulièrement des réflexions sexistes qu'elles subissent lorsqu'elles croisent vendeurs et clients pour rejoindre l'arrêt du tramway. Faut-il le maintenir, le délocaliser, diversifier son activité ? Comment, dans ces cas-là, concilier le bien-être des femmes tout en maintenant le rôle économique du lieu ? La problématique du genre dans l'espace public est loin d'être résolue

Des marches exploratoires « pour réinvestir les espaces publics occupés par les hommes »

Depuis 2014, dans une douzaine de villes françaises, des habitantes tentent de se réapproprier l'espace public et améliorer leur environnement en arpentant les rues.

LE MONDE | 20.05.2017 à 12h40 • Mis à jour le 20.05.2017 à 13h25 | Par Ferial Alouti

Au début, Corinne hésitait. Ne sachant ni lire ni écrire, elle avait peur d'être « inutile ». D'autant qu'à l'époque, elle se sentait « regardée », « mal à l'aise » dans son quartier d'Amiens (Somme) où elle élève seule ses six enfants. Alors pour échapper « aux mauvais regards », elle s'était décidée à sortir le moins possible. C'est « grâce aux marcheuses », dit-elle, que la rue a retrouvé de sa convivialité. Et Corinne, sa confiance en elle. « Ça m'a appris à parler avec les élus, à dire ce qu'il ne va pas. Avec les marcheuses, maintenant on se voit même en dehors », se réjouit-elle, un petit four entre les doigts.

Comme Corinne, elles sont des dizaines à avoir assisté à la Journée nationale des marches exploratoires (voir encadré), organisée en février, à Paris. Venues de Rouen, Saint-Etienne-du-Rouvray, Vannes, Avignon, Bordeaux, Creil, Amiens (douze villes au total), elles ont voulu raconter leur expérience pour en dresser un premier bilan.

L'idée de ces marches ? Sillonner les avenues, emprunter des ruelles, traverser des parcs et des places, « pas pour cueillir des fleurs, précise Djamila Debab, coordinatrice des marches au sein de l'association Interm'Aide, à Creil (Oise). Mais pour réinvestir les espaces publics occupés par les hommes. »

(...)

Dans chaque ville, une fois l'expérience terminée, les marcheuses rencontrent leurs élus et font part de leurs propositions. A Creil, après la première marche, les habitantes ont notamment proposé de peindre des graffitis sur les murs tristes et dégradés, de remplacer les grillages rouillés par le temps, les pavés en mauvais état et les passages piétons effacés. A Bordeaux (Gironde), elles ont conseillé à la municipalité d'installer des bancs à la sortie des écoles et un préau pour éviter aux parents d'être mouillés en cas d'averse. A Avignon (Vaucluse), un meilleur éclairage et davantage d'agents d'entretien. A Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), des équipements sportifs dans les parcs.

Mais parfois, l'envie de bien faire se heurte au manque d'argent et de volonté. A Vannes (Morbihan), l'éclairage a bien été changé, mais « il a vite été cassé par des dealers », raconte une habitante. Les services de la municipalité ont eu beau remplacer les ampoules détériorées, les coupables ont fini par « scier les réverbères. Du coup, les agents vont devoir mettre l'éclairage sur le toit du centre commercial ». A Saint-Etienne-du-Rouvray, la municipalité a répondu qu'elle n'avait pas suffisamment de budget pour les

machines de fitness. Quant à Paris, le porte-à-porte des membres de l'amicale des voisins contre les jets des détritrus « *n'a rien changé* ».

Malgré ces difficultés, Dominique Poggi, sociologue qui coordonne plusieurs projets de marches et anime ce jour-là la discussion, assure que les échecs sont rares. Et quand c'est le cas, c'est parce que la municipalité n'a pas voulu y mettre l'énergie nécessaire.

Dans les autres quartiers, les marcheuses se réjouissent d'avoir pu interpeller les élus et évoquent le sentiment de reconnaissance qu'elles en ont tiré. Seul bémol, à en croire un membre d'une association parisienne qui encadre des marcheuses, l'importance donnée au sentiment d'insécurité :

« La place de la femme va au-delà de ça. Quand, par exemple, vous vivez dans des quartiers où il n'y a plus aucun commerce, l'impact sur votre vie et vos déplacements est lourd. »

C'est pourquoi Mina s'imagine déjà monter un « *business* » avec ses camarades. Et de marteler : « *Nous aussi, on sait faire des trucs. Faut pas qu'on reste à la maison à regarder la télé.* »

Des marches nées au Canada

Depuis 2014, le réseau France Médiation coordonne une expérimentation nationale de marches exploratoires, sous l'égide des secrétariats d'état aux droits des femmes et à la politique de la ville.

Apparues au Canada dans les années 1990, elles ont été expérimentées, en France, dans douze villes. Au niveau local, le projet est porté par les mairies, en partenariat avec des structures de médiation sociale et des associations de proximité.

Le gouvernement de François Hollande souhaitait développer ces marches dans l'ensemble des quartiers prioritaires. Reste à voir comment la nouvelle secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, va s'emparer de ce sujet.

De son côté, France Médiation accompagne régulièrement de nouveaux projets en villes et dans les transports